

Réponses des candidats aux élections municipales de Colmar et Wintzenheim au questionnaire de *l'Association Tiefenbach Environnement (ATE)*

ATE vous fait part du travail d'analyse et de synthèse qu'elle a réalisé suite aux réponses à notre questionnaire des candidats aux élections municipales.

Le questionnaire portait sur le positionnement pré-électoral des candidats au sujet de questions environnementales, de transport, de pollution, de préservation d'espaces naturels et agricoles...

Ce travail vous est présenté en deux parties.

Partie 1 (page 1 à 6) : Notre appréciation et nos commentaires concernant les réponses des candidats

Partie 2 (page 6 à 12) : Synthèse comparative des réponses des candidats aux différentes questions

Partie 1 : Nos appréciations et commentaires concernant les réponses des candidats

Tous les candidats aux élections municipales de *Wintzenheim* et de *Colmar* ont été sollicités pour répondre à notre questionnaire :

Frédéric HILBERT, Stéphanie VILLEMEN, Liste OUVERTURE CITOYENNE, Gilbert MEYER, Tristan DENECHAUD et Eric STRAUMANN pour Colmar ; Claude KLINGER ZIND, Serge NICOLE pour *Wintzenheim*.

Tous ont répondu à l'exception de Serge NICOLE maire de *Wintzenheim* qui nous a signifié qu'il refusait de répondre par écrit à la totalité de l'enquête. Notre association déplore et regrette ce refus qui ne bénéficie ni à la clarté, ni à la transparence que Monsieur Nicole est censé apporter aux électeurs et au programme politique municipal qu'il défendra en tant que candidat à un nouveau mandat.

Stéphanie VILLEMEN a souhaité nous rencontrer pour échanger avec nous préalablement à sa réponse au questionnaire. Ce qui fut fait.

L'ensemble des maires de *Colmar Agglomération (CA)* (autres que S. Nicole et G. Meyer) a également été destinataire de notre questionnaire. Aucun n'y a répondu, ce qui ne manque pas de nous interroger sur l'idée que ces premiers magistrats se font de leur rôle au sein de la communauté d'agglomération, et du bien-fondé qu'ils accordent à cet organe de politique communautaire.

Plusieurs questions concernaient pourtant *Colmar Agglomération*. Ainsi en est-il d'un positionnement que nous attendions de ces élus concernant la pollution de la nappe phréatique aux déchets de Lindane ; compte tenu en particulier des risques sanitaires majeurs que présente cette pollution susceptible de mettre sérieusement en péril un bien commun essentiel, notre eau potable.

Comment ne pas être conforté alors par l'idée que les égos de nos édiles ne sont pas prêts à laisser leur place à l'intérêt attentionné pour le bien commun d'un territoire, à une

gestion cohérente unifiée et moderne des politiques publiques, et à une franche volonté de “faire ensemble” et en bonne intelligence ?

Un questionnaire a toujours ses limites en termes de choix des thématiques et de la méthodologie proposée.

ATE en a pris la mesure. Ainsi par précaution, quant à l’appréciation que nous portons ici sur les réponses des candidats, nous avons aussi parcouru l’espace médiatique et les programmes des candidats pour un regard le plus approchant possible de ce que nous percevons des intentions et sensibilités des candidats.

Dépollution du site PCUK-Lindane, une des préoccupations actuelles d’ATE :

En répondant au questionnaire les candidats **Hilbert** et **Klinger Zind** se sont engagés à communiquer en cours de campagne leur position concernant la dépollution du site PCUK-Lindane. Promesses confirmées dans leurs programmes, sur les réseaux sociaux, ou dans la presse locale. Leur position est clairement en faveur de la mobilisation de tous les moyens possibles pour aboutir à cette dépollution. Mme **Villemin** s’engage, dans son programme, à mettre ce dossier à l’étude avec toute la transparence nécessaire pour l’information des colmariens.

M. Klinger Zind va plus loin en évoquant la dépollution du site Ligibel, voisin de PCUK, qui alimente lui aussi, en polluants divers, la nappe phréatique qui s’écoule sous Colmar.

Mrs Denéchaud, Meyer, Straumann restent particulièrement évasifs, voire taiseux, sur la question. Leur engagement à s’exprimer pendant la campagne électorale ne se retrouve pas dans les propos de campagne et dans leurs programmes. Le prétexte de nécessaires études préalables, ou complémentaires, revient chez **Mrs Straumann et Meyer**, alors que celles-ci sont déjà faites, que des centaines de milliers d’€ sont consacrés depuis le début des années 2000 à l’étude de l’évolution de la pollution de la nappe, ou à la mise en œuvre de solutions inadéquates et incomplètes. Nous prenons bien sûr bonne note de la motion transmise par CA à l’Etat (rappel que nous fait M. Meyer président de CA). Nous pensons néanmoins qu’une motion supplémentaire aurait pu être produite aussi par la commune de Colmar, et son maire G. Meyer. Trois valant mieux que deux...

La liste **Ouverture citoyenne** prend acte des actions de notre association dans ce “dossier Lindane”. Elle s’engage à la mise en place d’une information citoyenne transparente sur tous les dossiers sensibles, débouchant chaque fois que nécessaire sur un référendum d’initiative citoyenne (RIC). Nous apprécions ce mode de participation citoyenne qui contribue à éviter que les citoyens, association et défenseurs du bien commun, ne soient régulièrement placés devant le fait accompli par des décisions qui ne relèvent souvent que de quelques personnes ou d’une administration partisane et aux ordres.

Urbanisation périphérique aux communes / artificialisation des terres naturelles et agricoles / utilisation des friches et terrains pollués.

L’espace agricole et naturel *Ricoh / INRA/ Croix Blanche*, menacé par l’actuel PLU, doit absolument être préservé pour **M. Hilbert** afin de privilégier la mise en œuvre du projet d’autonomie alimentaire qu’il préconise dans son programme.

M. Klinger Zind se positionne de la même manière que M. Hilbert, bien que constatant que le PLU actuel n'est pas favorable à la préservation des terres.

Mme Villemin promet un développement urbain qui privilégie prioritairement l'utilisation des friches industrielles. Le cas échéant elle promet une compensation des zones artificialisées. Le mécanisme de compensation écologique permet théoriquement de créer ou de restaurer une zone de biodiversité équivalente à celle qui a été ou sera détruite par l'auteur du projet. Il n'en est rien en règle générale, car seul 8 à 10% des promesses et obligations de compensation des terres détruites le sont réellement en France. Qui plus est dans de mauvaises conditions. Nous ne cautionnons donc pas cette option.

La **Liste Ouverture Citoyenne** signale n'avoir pas encore réfléchi au devenir de cette zone. Elle réaffirme que tout processus décisionnel, s'il y a lieu, doit être pris en collaboration avec les citoyens via un Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC). Demeure néanmoins comme principe pour ces candidats la préservation des espaces agricoles et naturels existants. Ainsi que le développement de l'agriculture maraîchère "bio" de proximité.

Gilbert Meyer n'apporte aucune précision au sujet du PLU, et se "couvre" de tout engagement selon nous : « *Le PLU est précis à ce sujet pour ce qui concerne Colmar* ». Mais un PLU se change ! A condition d'avoir perçu l'impérative nécessité de changer de paradigme et de vraiment considérer la terre comme un bien qu'il faut définitivement cesser de sacrifier.

Mrs Denéchaud et Straumann n'apportent aucun commentaire sur ce sujet essentiel. Nous le regrettons.

Cohérence et solidarité intercommunale dans la gestion des projets et des espaces

A la question de la mutualisation des ressources communautaires, pour éviter que chaque commune ne décide à l'écart d'une réflexion d'ensemble, **Mrs. Klinger Zind et Hilbert** affirment clairement la nécessité d'un travail plus communautaire et collaboratif pour la réalisation d'un PLUi. Le but étant de sortir d'une simple juxtaposition des PLU communaux. Les compétences de CA doivent être étendues par ailleurs pour **M. Hilbert**. Et une mutualisation des moyens et équipements associatifs doit s'opérer pour **M. Klinger Zind**.

Mrs Straumann et Denéchaud ne répondent pas à cette question. **Mme Villemin** affirme «c'est notre priorité». La **Liste Ouverture Citoyenne** ne répond pas directement à la question. Sur une problématique aussi importante l'absence de réponse de certains candidats est des plus inquiétantes alors que la solidarité intercommunale est déterminante pour les choix futurs responsables.

Transports et déplacements dans l'espace urbain

Mrs Hilbert, Klinger Zind, Denéchaud et la liste Ouverture Citoyenne manifestent une position franche pour "sortir" la voiture du centre ville, ou y modérer réellement sa présence. Ils y associent, avec des nuances selon les candidats, des modes de transports et des dispositifs d'intermodalités qui donnent de la cohérence à l'aménagement des moyens de circulation à Colmar ou Wintzenheim. Dispositifs qui semblent réellement en mesure d'adoucir, de dépolluer, de sécuriser et de faciliter la circulation (cf. Partie 2 pour plus de détails).

Le programme de **Mme Villemin**, s'il met une touche franche à l'amélioration des modalités de déplacement en 2 roues et à pied, est à notre goût trop timide et trop peu ambitieux en terme de transport en commun et d'exclusion des voitures en ville.

Mrs Meyer et Straumann nous donnent le réel sentiment de rester figés dans l'immobilisme avec trop peu de propositions globales susceptibles de répondre aux attendus.

Résilience humaine, sociale, respectueuses de l'environnement. Place de l'agriculture raisonnée et de son développement ...

Des réponses faites par **Mrs Klinger Zind, Hilbert, Liste Ouverture Citoyenne** émergent une volonté de préserver et redonner leurs lettres de noblesse à l'agriculture raisonnée et "bio", aux espaces végétalisés, aux jardins partagés, à des produits locaux, aux circuits courts, et à des modes de vie plus résilients.

Des expérimentations ont fait leurs preuves non loin de chez nous à Ungersheim ou Muttersholtz, ou ailleurs comme à Grenoble précise M. Hilbert. S'en inspirer est nécessaire.

Tristan Denéchaud souhaite mettre en place une pépinière d'entreprises pour des volontaires souhaitant se lancer dans l'exploitation agricole selon un modèle proche de celui des jardins familiaux mais avec de vraies terres agricoles.

Stéphanie Villemin s'engage à faciliter la mise en liens des demandes et besoins. Ce qui ne nous éclaire pas vraiment et n'est pas suffisamment volontariste pour induire des changements.

Mrs Straumann et Meyer sont, l'un dans la contemplation des changements qui s'opèrent actuellement, l'autre dans l'auto-satisfaction d'un bilan de gestion qui aurait déjà pris en compte la situation. Aucune proposition n'est faite au final.

Gilbert Meyer : « *Le PLU a été arrêté en parfaite concertation avec les maraîchers à Colmar avec préservation des besoins nécessaires* ».

E. Straumann observe « *un retour en force des zones de maraîchage, sur des zones fertiles, à Holtzwihr par exemple* ».

La question de la part des logements résidentiels et touristiques est aussi abordée par plusieurs candidats :

La part des logements résidentiels doit grandir en zone urbaine, au dépend des logements touristiques devenus trop nombreux. Cette position est commune à la liste de **M. Hilbert** et à la **Liste Ouverture Citoyenne**. Cette dernière propose des solutions concrètes pour inciter les propriétaires à réhabiliter les logements vacants afin les rendre disponibles à une occupation résidentielle. **M. Klinger Zind** propose une aide financière à la rénovation des logements existants en ville.

Mme Villemin et M. Meyer évoquent l'existence d'une taxe supplémentaire qui s'applique déjà sur les logements vacants, sans plus de commentaire.

Mrs Straumann et Denéchaud n'émettent aucun commentaire.

Concluons :

Le décryptage que nous faisons à l'approche des élections municipales fait apparaître que très peu de candidat.e.s intègrent dans leur programme et leur intentions des promesses d'actions incontournables qui répondent suffisamment à la notion d'urgence climatique. Celle-ci est pourtant massivement documentée aujourd'hui. Et les réponses à apporter également.

C'est à l'échelle locale que les solutions les plus visibles et concrètes peuvent émerger : diminution de l'empreinte carbone liée aux transports, à l'alimentation ou au logement, mais

aussi à l'aménagement du territoire et à la préservation des biens naturels communs irremplaçables, à savoir les terres agricoles et naturelles, notre eau potable, la biodiversité qui s'effondrent massivement. Le bien être citoyen en dépend.

Comment ne pas juger ici les bilans de messieurs Meyer à Colmar, et Nicole à Wintzenheim, maires actuels de ces communes, pour se faire une idée de ce qui nous attendra. Après tout le passé et le présent éclairent le futur.

Le PLU modifié de Wintzenheim avec la zone du Tiefenbach est une nouvelle plaie infligée à nos terres. Pour quels résultats, et quels gains à venir ?

La Zone Ricoh / INRA / Croix blanche est en sursis également, et son devenir n'est pas pour nous rassurer. Il n'est pourtant pas interdit dans ce secteur géographique de reconsidérer le PLU, en disant une fois pour toute STOP à l'artificialisation galopante des terres.

A Colmar, le paysage de désolation qui se révèle actuellement entre la rue du Landwasser et celle de la Semm est consternant : plusieurs hectares de terres maraîchères irremplaçables, les meilleures de Colmar, sont actuellement sacrifiées pour de nouveaux lotissements, au mépris d'ailleurs des zones humides et d'un ruisseau qui y sont malmenées (de belles inondations en perspective ...). Peut-on alors espérer une autre vision de l'avenir que celle qui se révèle sous nos yeux pour un après mars 2020 avec Gilbert Meyer ? Sans omettre de rajouter que nous découvrons en page 8 du dernier bulletin électoral de monsieur le maire, qu'il promet de « *mettre en place une politique foncière au service de l'implantation et du développement des entreprises* », et de « *promouvoir une nouvelle zone économique au Nord Est de la ville* »... Il est bien sûr plus aisé d'offrir des sucreries récréatives au peuple tel que « *barbecues connectés* » et « *conteneurs intelligents avec des capteurs signalant leur niveau de remplissage* »

Que meure enfin cet affligeant et pitoyable comportement des élus du vieux monde : 1) lorsqu'une commune a besoin de "faire entrer de l'argent dans les caisses", on s'approprie la nature, 2) on y coule du béton pour y construire ZAC, ZAE, lotissements, et autre projet destructeur de vie, 3) on encaisse la TVA 4) on prétend qu'on a fait le "job" et qu'on a été un bon gestionnaire.

Peut on imaginer par ailleurs que M. Meyer et son équipe disposent du "logiciel" cortiqué adéquat pour entreprendre une diminution de la place de la voiture en ville afin de favoriser d'autres modes de transport ? La verrue "*Parking de la Montagne Verte*" est symboliquement suffisante pour comprendre les valeurs d'avenir défendues par le maire de Colmar.

Quid de M. Straumann ? Fera-t-il mieux dans ce domaine des transports que M. Meyer, alors qu'il a soutenu la réalisation du Grand Contournement Ouest de Strasbourg (GCO), qui sera un vaste aspirateur à véhicules générant jusqu'à 75% d'augmentation du trafic de l'autoroute A35 vers 2025. A35 qui passe par Colmar, avec un trafic surmultiplié qui ne manquera pas d'augmenter massivement la pollution chez nous et d'induire d'autres désagréments sur notre territoire.

Et voilà à présent que M. le député annonce dans notre questionnaire qu'il est favorable à la mise en place d'une taxe poids lourds sur la A35 pour éviter ce flux croissant de poids lourds dont il perçoit tout à coup le danger imminent. Cela se nomme "tout et son contraire". Mais voilà : les hectares de terres détruites sur le tracé du GCO, avec des dégâts définitifs et considérables sur la biodiversité, sont à jamais irréversibles.

Citons pour finir Aurélien Barrau, astrophysicien et philosophe - Extrait de la conférence "Ecologie et nouveau pacte avec le vivant" :

« Aujourd'hui prôner une croissance continue revient exactement à dire on est face au gouffre, accélérons. On ne peut pas continuer comme ça. Nous devons exiger des pouvoirs publics des mesures réelles, les discours la main sur le cœur n'ont plus aucun intérêt. Il faut harceler le pouvoir politique pour que l'écologie soit considérée comme une priorité. Ça ne peut plus être une préoccupation de 4^e niveau comme c'est le cas jusqu'à maintenant. Il est fondamental que nous martelions la nécessité qu'il en soit ainsi. Plus aucun pouvoir politique qui ne ferait pas de l'écologie sa priorité n'est aujourd'hui crédible. Une gouvernance politique qui ne fait pas de la sauvegarde du monde sa priorité est simplement ubuesque. Nous n'en voulons plus, elle n'a plus aucune légitimité. Voilà le message que la société doit marteler. Et là l'enjeu est très clair pour les décideurs. Soit ils sont aujourd'hui, plus que tous leurs prédécesseurs, les pires lâches de l'histoire et ils auront une responsabilité sans précédent, soit ils seront les premiers héros. Mais pour être les premiers héros, quelques beaux discours et un peu de greenwashing ne va pas suffire, il faudra se fâcher, il faudra prendre des mesures difficiles. C'est très exactement à eux de prendre maintenant cette responsabilité. C'est exactement pour ça que nous avons créé le politique. Le politique sert à ça. A nous sauver de ce type de situation. On ne peut plus être tartuffe pour ce qui est de l'avenir du monde ».

Partie 2 : Réponses des candidats aux questions. L'essentiel !

Questions 1 : Urbanisation périphérique aux communes / artificialisation des terres naturelles et agricoles / utilisation des friches et terrains pollués

Question 1a : Exploitation prioritaire des friches industrielles / Non extensions urbaines par prélèvement de terres agricoles ou naturelles

L'ensemble des candidats s'engage à privilégier l'exploitation prioritaire des friches industrielles, et à ne plus utiliser de terres agricoles ou naturelles pour d'éventuelles extensions urbaines (réponse par OUI ou NON).

Serge Nicole a refusé de répondre à notre questionnaire.

Observations ajoutées :

Frédéric Hilbert préconise l'utilisation des friches pour les activités économiques ; s'oppose à de nouveaux commerces en périphérie ; s'oppose à l'urbanisation au N/E de Colmar. Souhaite la révision du PLU.

Ouverture citoyenne préconise de répertorier tous les bâtis, salles et logements et habitations vacants pour une réaffectation.

Stéphanie Villemin propose de diminuer l'extension urbaine par sa densification.

Gilbert Meyer se retranche derrière l'application et le respect du PLU actuel comme règle de conduite.

Tristan Denéchaud se retranche également derrière le respect du PLU actuel, sans proposition

Eric Straumann confirme l'utilisation prioritaire des friches existantes

Claude Klinger Zind n'émet pas de commentaire

Serge NICOLE nous a signifié qu'il refusait de s'engager par écrit sur la totalité de l'enquête.

Question 1b : dépollution des sites pollués

Tous les interrogés se disent d'accord pour dépolluer (réponse par OUI ou NON).

Observations ajoutées :

Frédéric Hilbert : Favorable à la dépollution du LINDANE en priorité. Position déjà affirmée en amont du questionnaire.

Ouverture citoyenne : Favorable aux dépollutions et propose comme principe de soumettre ces problématiques à des débats et référendum citoyens pour avis de ces derniers

Stéphanie Villemin est favorable aux dépollutions dans la limite des pouvoirs de la ville.

Tristan Denéchaud est aussi favorable aux dépollutions dans la limite des pouvoirs de la ville.

Gilbert Meyer ne répond pas "dans" la question (« *positionnement de la ville déjà arrêté* » dit-il).

E. Straumann répond « *En l'occurrence il s'agit de terres situées dans le périmètre de Colmar agglomération* »

Claude Klinger Zind insiste sur la nécessité de faire participer aux coûts des dépollutions les pollueurs.

Serge NICOLE nous a signifié qu'il refusait de s'engager par écrit sur la totalité de l'enquête.

Question 1c : optimisation de l'espace urbain, zéro étalement à rechercher

Tous les interrogés se disent d'accord pour tendre vers l'optimisation de l'espace urbain dans le but d'obtenir zéro étalement urbain (réponse par OUI ou NON).

Observations ajoutées :

Frédéric Hilbert : s'engage à limiter l'étalement dans le cadre circonscrit du PLU

Ouverture citoyenne préconise une réorganisation des transports et des modes de déplacements, ainsi que la création d'une ceinture verte pour l'optimisation de l'espace urbain

Stéphanie Villemin : souhaite une optimisation urbaine

Tristan Denéchaud : répond "c'est bien notre objectif"

Gilbert Meyer : se réfère au " PLU qui est arrêté et respecte le Grenelle de l'Environnement"

E. Straumann : « *il est difficile de garantir le zéro Etalement urbain mais il faut le limiter au maximum* »

Claude Klinger Zind : privilégie l'utilisation des dents creuses, souhaite aider financièrement les rénovations de logements, souhaite mettre en place une bourse aux espaces disponibles.

Serge NICOLE nous a signifié qu'il refusait de s'engager par écrit sur la totalité de l'enquête.

Question 2 : Cohérence et solidarité intercommunale

Question 2a : Position de CA quant à l'avenir réservé au triangle agricole RICOH-INRA-CROIX BLANCHE

Frédéric Hilbert : Espace à préserver impérativement par nécessité d'autonomie alimentaire du territoire à rechercher

Ouverture citoyenne : Principe de préservation des zones agricoles affirmée. Avoue ne pas avoir encore mené réflexion à ce jour sur cette zone territoriale. Toute décision ferait l'objet d'un RIC pour une prise de décision concertée, pour l'instauration d'une agriculture maraîchère bio.

Stéphanie Villemin : privilégie l'éventualité d'une compensation de l'artificialisation des terres prises et surtout la récupération rationnelle des friches industrielles.

Tristan Denéchaud : pas de réponse.

Gilbert Meyer : « *Le PLU est précis à ce sujet pour ce qui concerne Colmar* »

E. Straumann : pas de réponse

Claude Klinger Zind : Fait le constat que le PLU désigne cette zone comme une zone à urbaniser

Serge NICOLE nous a signifié qu'il refusait de s'engager par écrit sur la totalité de l'enquête.

Question 2b : Avez-vous l'intention de mutualiser les ressources communautaires liées aux ZAC ou zones similaires de "développement", les salles de sports, de spectacles, de loisirs ... afin de diminuer l'emprise foncière intercommunale ?

Tous les candidats répondent positivement (réponse par OUI ou NON).

Observations ajoutées :

Frédéric Hilbert : souhaite renforcer les compétences de l'intercommunalité et le travail collaboratif des maires de CA pour application du PLUi et non une juxtaposition des PLU communaux. Travail de fond et de confiance avec les maires à instaurer.

Ouverture citoyenne : n'évoque que vouloir procéder à la réhabilitation des lieux anciens

Stéphanie Villemin : répond que « c'est sa priorité » mais sans argumenter.

Tristan Denechaud : pas de commentaire

Gilbert Meyer : réponse, en notifiant que Colmar et CA "ne sont pas concernés par une telle surenchère"

E. Straumann : pas de commentaire

Claude Klinger Zind : Aménagement territorial à faire à l'échelle intercommunale et non communale pour cohérence des mutualisations au sein du bassin de vie / Mutualisation moyens et équipements publics et associatifs avec liaison par la mise en œuvre de mobilités douces

Serge NICOLE nous a signifié qu'il refusait de s'engager par écrit sur la totalité de l'enquête.

Question 3 : Résilience humaine, sociale respectueuses de l'environnement

Question 3a : Êtes-vous prêt au niveau de votre commune à entreprendre une démarche qui dans son principe serait analogue à celle qui prévaut à Muttersholtz et préserver ainsi les terres agricoles existantes ?

Tous les candidats se disent favorables à la préservation des terres agricoles existantes en privilégiant les principes de dialogue entre les intérêts a priori divergents (Urbanité VS Ruralité - Citadins VS agriculteurs – grandes zones commerciales en périphérie VS commerces de proximité ...) (réponse par OUI ou NON)

Observations ajoutées :

Frédéric Hilbert : De nombreuses villes s'orientent actuellement vers des modes de vie et de gestion plus résilientes (Ungesheim, Muttersholtz, Grenoble ...). Nécessité de s'en inspirer pour des mises en œuvre locales adaptées. Au centre-ville reprendre davantage possession des logements touristiques (AirB&B) pour augmenter le logement résidentiel

Ouverture citoyenne : Diminuer le nombre de logements vacants en ville, si nécessaire par réquisition avec attribution d'un bail social sous forme de convention propriétaire-ville contre prise en charge d'une rénovation éventuelle.

Stéphanie Villemin : Taxe sur logements et locaux commerciaux vacants existe déjà à Colmar

Tristan Denéchaud : aucun commentaire

Gilbert Meyer : Signale qu'il existe une taxe sur les logements vacants depuis 2010 à Colmar. Colmar Agglomération participe financièrement aux travaux de rénovation. "Je suis étonné que l'exemple de Muttersholtz soit cité, Colmar aurait du l'être"

E. Straumann : aucun commentaire

Claude Klinger Zind : souhaite aussi favoriser le développement des espaces végétalisés entre zones urbaines et zones rurales

Serge NICOLE nous a signifié qu'il refusait de s'engager par écrit sur la totalité de l'enquête.

Question 4b : Place à accorder aux zones de maraichages et de cultures diverses favorisant un retour vers une agriculture plus raisonnée et résiliente. Quelles dispositions êtes-vous prêt à prendre pour aider et encourager les vocations et intentions d'installation ou de développement (Expression libre)

Frédéric Hilbert : Objectifs cantines 100% bio à l'horizon fin de mandat, avec produits locaux. Augmentation envisagée des espaces maraichers et de nouveaux exploitants

Ouverture citoyenne : Création de jardins partagés et pédagogiques. Encouragement des vocations pour une transition vers du maraîchage bio via prêt zéro.

Stéphanie Villemin : S'engage à faciliter la mise en liens des demandes et besoins

Tristan Denéchaud : Souhait de mettre en place une pépinière d'entreprises pour des volontaires souhaitant se lancer dans l'exploitation agricole selon un modèle proche de celui des jardins familiaux mais avec de vraies terres agricoles

Gilbert Meyer : « *Le PLU a été arrêté en parfaite concertation avec les maraîchers à Colmar avec préservation des besoins nécessaires* » »

E. Straumann : Pas de proposition. Mais observe un retour en force des zones de maraîchage, sur des zones fertiles, à Holtzbourg par exemple.

Claude Klinger Zind : Création jardins partagés et familiaux et zones de maraîchage. Mise en place circuits courts inexistants à l'ouest de Colmar dont zone Tiefenbach (proposé dans l'enquête publique du PLU de Wintzenheim)

Serge NICOLE nous a signifié qu'il refusait de s'engager par écrit sur la totalité de l'enquête.

Question 4 : Transports et déplacements dans l'espace urbain

Question 4a : Intentions et projets pour favoriser les déplacements doux, et diminuer sensiblement la place des véhicules polluants (voitures, camions) dans l'espace urbain ?

Tous les candidats se disent favorables au développement de l'usage du vélo en améliorant d'une manière ou d'une autre le réseau (Réponse par OUI ou NON).

Observations ajoutées :

Frédéric Hilbert : Veut diminuer la place de la voiture en ville et prendre des mesures pour diminuer les vols de vélos. Développement également des transports en commun avec des lignes de bus à haut niveau de service. Liaison avec la ville dans le dernier Km à étudier.

Ouverture citoyenne : Augmentation offre et desserte transport en commun et gratuité. Casser la dynamique du tout voiture : le flux de voiture est proportionnel à la place qu'on lui accorde. Elargissement de la subvention à l'achat d'un vélo à tout le foyer.

Stéphanie Villemin : Veut transformer les bandes cyclables existantes en vrais pistes cyclables.

Tristan Denechaud : Développement des transports en commun avec des lignes de bus à haut niveau de service. Souhaite créer des parkings relais aux entrées de ville, et qui préconise aussi une plateforme logistique pour les livraisons. Développer l'intermodalité.

Gilbert Meyer : Réorganisation transports collectifs.

E. Straumann : Revoir pertinence du réseau de transport.

Claude Klinger Zind : souhaite pour sa commune et pour l'agglomération un plan vélo favorisant les circuits courts rapides. Souhaite créer des parkings relais aux entrées de ville. Mise en place de bus de liaison inter-quartier.

Serge NICOLE nous a signifié qu'il refusait de s'engager par écrit sur la totalité de l'enquête.

Question 4b : En corollaire de la question précédente comment comptez-vous gérer et diminuer le trafic pendulaire entre la périphérie de Colmar et son centre ?

Frédéric Hilbert : soutien à la voie ferrée Colmar-Fribourg avec des parkings vélos et voitures dans toutes les gares. Diminuer les entrées de voitures en ville en proposant un service rapide par bus (cf. 4a)

Ouverture citoyenne : Priorité donnée aux transports en commun et aux vélos

Stéphanie Villemin : Renvoie vers son programme

Tristan Denechaud : Bus parking relais, viser un cadencement type RER / Améliorer en particulier dessertes sur la ligne Colmar Metzeral-Vogelsheim (partie Est à ouvrir) ; et vers Mulhouse : omnibus Bollwiller-Rouffach / Développement plans de déplacements entreprises pour favoriser covoiturage.

Gilbert Meyer : Veut revoir le trafic sud après étude

E. Straumann : mise en route voie ferrée Colmar-Fribourg avec des parkings relais pertinents dans certaines communes du tracé.

Claude Klinger Zind : Parking relais entre Colmar et Wintzenheim ou Logelbach avec navettes vers centre ville. Réorganisation des lignes de transport urbain avec prolongation horaires en soirée. Gratuité bus pour les moins de 25a. Favoriser utilisation du train entre Colmar et Metzeral.

Serge NICOLE nous a signifié qu'il refusait de s'engager par écrit sur la totalité de l'enquête.

Question 5a et 5b et 5c : Dépollution du site PCUK-Lindane et information à la population

Sur l'engagement à communiquer publiquement sur la situation de la pollution au Lindane (réponse par OUI ou NON) :

Tous les candidats ont répondu par un OUI qui les engage à communiquer sur la situation de cette pollution dans le cadre de leur campagne électorale.

Sur l'engagement à prendre en main, à soutenir et s'engager dans la recherche d'une dépollution du site PCUK Lindane (réponse par OUI ou NON) :

Les candidats **Hilbert , Klinger Zind , Ouverture citoyenne, Denechaud**, s'engagent à en faire un axe de communication pendant la campagne électorale.

Stéphanie Villemin ne s'engage pas à communiquer pendant sa campagne électorale sur le sujet.

Gilbert Meyer s'engage à en faire un axe de communication pendant la campagne électorale si les résultats des études demandés sur la situation de la pollution devaient faire apparaître un élargissement du panache pollué.

Eric Straumann n'est pas favorable à en faire un axe de communication car ce sujet doit faire l'objet d'un consensus.

Observations complémentaires faites par les candidats :

Frédéric Hilbert : La dépollution concerne CA mais la pression doit être gardée sur l'Etat pour obtenir la réalisation d'une étude de faisabilité de l'extraction.

Ouverture citoyenne : Favorable à une communication sur la pollution. Par extension souhaite que les informations d'utilité publique soient privilégiées dans la communication municipale, et que les sujets sensibles fassent l'objet d'un référendum qui favorise la communication et la participation citoyenne.

Stéphanie Villemin : Transparence promise au sujet de l'état de pollution au Lindane de la nappe. Intensification des contrôles souhaitée. Rappelle que ce site est orphelin et appartient à l'Etat. Souhaite mettre tout son poids dans ce dossier.

Tristan Denéchaud : affirme qu'il s'agit d'un problème qui concerne CA

Gilbert Meyer : Rappel pour mémoire : « *une motion adressée à l'Etat a été posée par le conseil communautaire* »

E. Straumann : affirme qu'il s'agit d'un problème qui doit être réglé par CA. Toutes les techniques doivent être étudiées y compris le confinement. Sujet « *qui ne doit pas être au centre d'une polémique électorale démagogique* ».

Claude Klinger Zind : Le site du Ligibel doit également être dépollué et la transparence quand à la situation de la nappe est nécessaire. Solidarité de tout le territoire nécessaire pour aboutir à la dépollution.

Serge NICOLE nous a signifié qu'il refusait de s'engager par écrit sur la totalité de l'enquête.

Association Tiefenbach Environnement

Le 8 mars 2020

